

Nord Cameroun : surmonter le choc des inondations

Moins médiatisées que les inondations qui ont frappé une grande partie du Pakistan, celles qui ont ravagé plusieurs pays voisins du lac Tchad, et qui sont elles aussi directement attribuables au changement climatique, ont provoqué la fuite de populations qui se retrouvent encore aujourd'hui démunies. C'est le cas dans l'Extrême-Nord du Cameroun, où une Église partenaire du Défap, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun, a demandé de l'aide.



Champ de maïs ravagé par les inondations dans le Nord du Cameroun © EFLC/Défap

L'année 2022 aura sans doute été celle de la prise de conscience des ravages du réchauffement climatique. Plusieurs

facteurs y auront contribué. Tout d'abord, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, qu'il n'est désormais plus possible d'ignorer, et leur ampleur défiant parfois l'imagination : c'est le cas des inondations qui ont frappé le Pakistan. Depuis la mi-juin 2022, il a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays. Il faudra des années pour reconstruire les infrastructures détruites (routes et ponts), reloger les populations, relancer les cultures... Une crise emblématique qui a pesé sur l'inscription de la question délicate des « pertes et dommages » à l'ordre du jour de la 27ème Conférence des Parties, la COP 27, qui a réuni en novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Mais face à ces catastrophes frappant tout un pays, d'autres restent moins médiatisées. C'est le cas des inondations qui ont touché les régions du Nord du Cameroun au cours de l'été 2022. Là encore, les effets du réchauffement climatique sont faciles à discerner. D'année en année, les dégâts de ces inondations survenant en cours d'été s'aggravent. Selon une étude du World Weather Attribution, les gaz à effet de serre ont multiplié par 80 la probabilité de pluies intenses dans cette région de l'Afrique entourant le lac Tchad – une région où se rejoignent les frontières de quatre pays : Nigeria, Niger, Tchad et Cameroun. Dans ces divers pays, les eaux ont forcé à fuir plus de 1,4 million de personnes et ravagé des centaines de milliers d'hectares de récoltes.

Plusieurs mois après, des déplacés toujours privés

de tout

Dans le Nord du Cameroun, le Défap est en lien depuis de nombreuses années avec une Église partenaire : l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun. Dans cette seule région, pluies extrêmes, rivières en crue et destructions de digues se sont combinées pour provoquer la fuite de dizaines de milliers de personnes, qui ont dû abandonner leurs maisons et leurs champs. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'Onu recensait fin septembre 37.000 déplacés, notamment dans le département du Mayo-Danay, particulièrement touché, dans le Logone et Chari, et dans le Mayo-Tsanaga. Ils étaient alors hébergés dans des familles d'accueil, dans des écoles ou dans des campements de fortune. Or depuis l'été, l'étendue des dégâts n'a pas vraiment permis à ceux qui avaient ainsi tout perdu de revenir sur leurs terres et de reprendre leurs cultures. Et ces inondations se sont traduites à partir d'octobre par une résurgence de l'épidémie de choléra qui a affecté six districts de santé notamment Fotokol, Mada, et Makary dans le Logone et Chari, Mokolo dans le Mayo-Tsanaga et Mora et Kolofata dans le Mayo-Sava.

Face à l'ampleur des besoins, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun a décidé de se concentrer sur quelques localités parmi les plus touchées. Elle a sollicité le Défap, qui, avec le soutien de Solidarité Protestante, va apporter une aide sous forme de vivres aux familles les plus vulnérables dans les localités de Watir-Guili et Kila. D'autres partenaires étrangers ont répondu à l'appel, comme, aux Pays-Bas, Kerk In Actie. Surmonter le choc des inondations sera long. Et par endroits, les destructions des champs empêcheront pour plus d'une année la reprise des cultures.

Kananga : soutenir une université pour changer la société

Dans cette ville éloignée du pouvoir central, au cœur d'une province volontairement négligée par les autorités de République Démocratique du Congo, le Défap s'efforce d'améliorer les conditions de travail des étudiants de l'UPRECO. Une université dont la qualité des enseignements est largement reconnue, et qui ambitionne de former des cadres mieux à même de lutter contre les maux de la société congolaise. Le Défap soutient l'UPRECO à travers l'électrification de bâtiments universitaires, notamment d'un amphithéâtre, mais aussi par des bourses ; et sa bibliothèque a reçu un soutien via la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone.



*Un des bâtiments de l'UPRECO équipé de panneaux photovoltaïque
– projet soutenu par le Défap © Défap*

Kananga, l'ancienne Luluabourg fondée en 1884 sur la rive de la rivière Lulua, est la capitale du Kasai-Occidental – une province enclavée, loin de la capitale Kinshasa, isolée des centres de décision par des centaines de kilomètres de routes impraticables. On n'y accède que par avion. C'est là que se trouve l'UPRECO (Université Presbytérienne du Congo), l'une des trois universités protestantes avec lesquelles les Églises de France sont en lien dans ce pays à travers le Défap. Aussi délaissée par les autorités et privée de moyens que l'est la ville de Kananga elle-même, l'UPRECO a pourtant un rôle essentiel à jouer dans cette région extrêmement pauvre où les jeunes n'ont pas les moyens d'aller étudier dans les grandes villes plus développées.

Outre ce rôle-clé dans une région où les établissements

d'enseignement supérieur manquent, l'UPRECO n'est pas une université comme une autre. Y étudier, y travailler, est déjà une forme de militantisme, un refus de la fatalité de la misère et de la mauvaise gouvernance. Après s'être construite autour de la faculté de théologie, l'UPRECO compte aujourd'hui cinq filières : théologie, droit, économie, agronomie et informatique. Avec peu de moyens matériels (tout manque, à commencer par l'électricité pour une partie des bâtiments, ou la connexion internet pour la filière informatique), mais avec aussi beaucoup d'engagement, l'UPRECO s'efforce de concilier valeurs chrétiennes et enseignement supérieur, pour former des cadres capables de changer le pays, avec « la Bible dans notre main droite, et la science dans notre main gauche », comme le revendique son recteur Simon Kabué. Par exemple, la faculté de droit a été créée avec l'idée de former des juristes capables de s'opposer à la corruption ; celles d'économie et d'agronomie, pour lutter contre la pauvreté... Et ça marche : la qualité d'enseignement de l'UPRECO est largement reconnue, et nombre de ses anciens étudiants se retrouvent aujourd'hui dans des postes de responsabilité dans leur pays.



Le recteur Simon Kabué lors d'une visite au Défap © Défap

Simon Kabué est un ancien boursier du Défap, ce qui a facilité depuis longtemps les relations entre le Service protestant de

Mission et l'UPRECO. Par ailleurs, les relations entre les protestants de France et cette université se sont développées suite à un séjour de professeurs français à l'UPRECO, qui sont revenus particulièrement touchés par la situation des étudiants de Kananga. Ces liens prennent aujourd'hui la forme d'un soutien direct à la faculté de théologie, d'envois d'enseignants... La bibliothèque a aussi reçu un soutien à travers la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone, organisme très lié au Défap.

Avec un peu d'électricité, on peut changer beaucoup de choses

Malgré ces aides, les étudiants manquent des moyens les plus élémentaires pour travailler (bibliothèque non approvisionnée depuis longtemps, sauf en théologie grâce à la CLCF, manque d'ordinateurs, pas d'électricité...). Actuellement, il n'y a plus de bâtiment capable d'accueillir tous les étudiants pour des cours à tronc commun, conférences, ou autres rassemblements. L'UPRECO a obtenu en février 2021 un soutien financier pour la construction d'un amphithéâtre. L'université souhaite l'équiper par le même équipement solaire que le bâtiment de la bibliothèque et le bâtiment administratif. Cet amphithéâtre ainsi équipé permettra à tous les étudiants de pouvoir se réunir dans un lieu adapté pour des cours, conférences, mais aussi pour des manifestations communautaires de l'Église (ateliers des femmes, renforcement des capacités des pasteurs, etc.)

C'est donc un soutien matériel à plusieurs niveaux que le Défap apporte à l'UPRECO ; l'ajout d'un amphithéâtre pourvu d'électricité améliorera beaucoup les conditions de travail des étudiants, qui pallient souvent par leur engagement le manque de moyens pour poursuivre leurs études, et même simplement pour vivre tout au long de leur cursus. Et parallèlement à ce soutien, le Défap est engagé de longue date dans un programme de bourses pour des étudiantes. Un engagement qui se place dans la lignée de son soutien à la

promotion du rôle des femmes : car dans cette province défavorisée du Kasai-Occidental, lorsque les ressources manquent dans une famille pour permettre aux enfants de poursuivre des études, ce sont le plus souvent les garçons qui sont choisis, au détriment des filles. Au cours des dernières années, le Défap a régulièrement financé plus d'une dizaine de bourses par an, essentiellement grâce aux revenus de son service Philatélie.



Étudiantes de l'UPRECO © Défap

Des jardins pour nourrir Bangui

Dans un des pays les plus pauvres d'Afrique et toujours menacé par la violence, la République centrafricaine, Rodolphe Gozegba, ancien boursier du Défap, a lancé un projet pour promouvoir l'autonomie alimentaire. Dans un arrondissement de Bangui, la capitale, l'association A9 qu'il a créée forme les habitants, les équipe et les accompagne pour cultiver leur propre jardin potager. Avec des premiers résultats visibles et encourageants. Un projet soutenu par le Défap et qui figure dans le carnet de solidarité 2023 de l'UEPAL.

Les activités du Défap s'inscrivent dans un réseau de relations entre Églises. Des relations qui permettent à toutes les Églises qui y prennent part, au nord comme au sud, de mieux appréhender les défis communs auxquelles toutes sont confrontées, dans un monde marqué par l'accélération des échanges, les défis de l'interculturalité et les replis communautaires. Il s'agit de plaider et d'agir pour une Église qui reste accueillante et se montre responsable face aux enjeux du monde contemporain. Ce que le Défap a formalisé dans un document, « Convictions et actions 2021-2025 », et qu'il met en œuvre à travers les projets qu'il soutient.

Parmi ses diverses actions, le Défap veut œuvrer à un équilibre écologique et économique qui restaure les personnes, les relations et les sociétés. C'est le cas en République centrafricaine, où la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. Depuis une quarantaine d'années, la RCA subit ainsi un cycle récurrent de violences. Une violence qui alimente la déliquescence des infrastructures : le pays, souligne la Banque mondiale, figure parmi les plus pauvres et les plus fragiles du monde malgré sa richesse en ressources naturelles. Bien que doté d'un potentiel agricole

impressionnant, d'énormes ressources minières et de vastes forêts, les populations ne bénéficient pas de ces possibilités et la RCA se classe dans le bas du tableau des Indices de capital humain et de développement humain. On estime qu'environ 71% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté internationale (soit l'équivalent de 1,90 dollar par jour). Près de 630.834 personnes sont encore déplacées à l'intérieur du pays tandis que 632.000 réfugiés centrafricains demeurent dans les pays voisins, selon le Haut Commissariat au Réfugiés. La capitale elle-même est dans une situation de grande fragilité : elle est très dépendante de deux grandes routes pour son approvisionnement, dont l'une, menant vers le Tchad et le Cameroun, a été bloquée plusieurs semaines début 2021 par des groupes armés. Bangui a frôlé la famine.

Le rôle crucial des Églises dans un pays déliquescents

Pour maintenir le lien dans le pays, les Églises font partie des rares institutions à rester debout. C'est dans les églises que beaucoup de familles fuyant les violences vont souvent chercher refuge. Au-delà du milieu chrétien, les diverses religions présentes dans le pays ont tenté de jouer ces dernières années un rôle d'apaisement, notamment à travers la plateforme interreligieuse pour la paix (Interfaith Peace Platform), créée par l'archevêque de Bangui Dieudonné Nzapalainga, le pasteur et président de l'Alliance évangélique Nicolas Guérékoyamé-Gbangou (qui avait été reçu au Défap), ainsi que l'imam et ancien président du Conseil islamique Oumar Kobine Layama. Les Églises jouent aussi un rôle irremplaçable de soutien auprès des populations dans ce pays très majoritairement chrétien. Depuis des années, le Défap accompagne notamment l'Église protestante Christ-Roi de Centrafrique (EPCRC), membre de la Cevaa et présente dans la capitale. Mais il est aussi en lien avec d'autres Églises présentes ailleurs sur le territoire centrafricain, comme l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine

(EELRCA) ; des relations ponctuelles ont pu aussi s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas par exemple des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes). C'est aussi le cas, plus récemment, d'un projet né à la jonction entre le milieu des Églises et la société civile : celui de Rodolphe Gozegba et de son association A9.



Rodolphe Gozegba et des membres de l'association A9 cultivant un lopin de terre à Bangui © A9

Les projets naissent souvent de rencontres. Dans le cas de Rodolphe Gozegba-de-Bombémbé, ce fut celle de Jürgen Moltmann, et du Défap. Né en 1984 en République centrafricaine, il a étudié à la FATEB (la Faculté de Théologie Évangélique de Bangui), et a été pasteur de l'Église évangélique Béthanie, dans la capitale, de 2006 à 2013. Il a bénéficié d'une bourse du Défap pour étudier le dialogue des cultures et des religions à l'institut Al Mowafaqa, au Maroc. À partir de 2015, toujours avec l'aide du Défap, il a entamé des études à l'Institut Protestant de Théologie (faculté de Paris) pour y préparer un doctorat, décroché avec les félicitations du jury

fin 2020. Son sujet d'étude : la théologie de Moltmann, et plus précisément la façon dont elle a été reçue par les protestants francophones. Pourquoi cet intérêt pour un théologien allemand, né dans un pays et dans un contexte historique aussi différents du sien ? Pour sa résilience. « Toute fin, écrivait Moltmann, est le début d'un recommencement ». Un thème qui avait profondément marqué Rodolphe Gozegba : l'étudiant n'avait pas tardé à faire le parallèle entre l'Allemagne détruite par la Deuxième Guerre mondiale et son propre pays ravagé par des décennies de guerre civile. Et c'est la redécouverte du message biblique par Moltmann au plus profond du désespoir qui avait poussé Rodolphe Gozegba à se plonger dans ses écrits. Il se trouve par ailleurs que Jürgen Moltmann est aussi un pionnier de la théologie écologique – un aspect mis en évidence en France à travers un recueil réalisé par Jean Bastaire et publié en 2004 : « Le rire de l'univers. Traité de christianisme écologique ».



*Distribution de bûches et d'arrosoirs par l'association A9 ©
A9*

Ces deux aspects, résilience et rapport à l'environnement, sont à la base du projet de l'association A9. Rentré à Bangui fin 2020, et après avoir obtenu son doctorat, Rodolphe Gozegba

a créé cette structure avec une idée simple : rendre fertiles les nombreux lopins de terre inutilisés dans la capitale pour y créer des jardins potagers ; aider les familles à les cultiver en leur fournissant formation, soutien, suivi et matériel (ce qui va des graines aux bêches en passant par les arrosoirs), de façon à pouvoir se nourrir même en cas de nouveau blocus par des groupes rebelles, et à pouvoir obtenir de petits revenus en revendant une partie de leur production sur les marchés. Une manière très concrète de limiter la dépendance alimentaire de Bangui, d'améliorer la gestion de l'environnement et le quotidien des habitants participant au projet. Pour l'heure, l'association A9 travaille dans un des neuf arrondissements de Bangui, avec l'objectif d'apporter son soutien à 400 familles. Avec 8 euros, il est possible d'équiper l'une d'elles de manière à lui permettre de commencer à cultiver ses légumes. Le projet est soutenu par le Défap, avec l'aide de l'UEPAL qui l'a inscrit dans son carnet de solidarité 2023, à hauteur de 3200 euros.



[Voir cette publication sur Instagram](#)

Une publication partagée par Défap (@defap_mission)

Bangui : l'insécurité alimentaire, un problème multiforme

À l'occasion de la COP 27, zoom sur un des projets soutenus par le Défap : « Nourris ta ville en 90 jours », porté par Rodolphe Gozegba à Bangui. Cet ancien boursier du Défap a créé une association, A9, qui travaille à améliorer l'autonomie alimentaire de la capitale centrafricaine. Une autonomie d'abord menacée par l'insécurité persistante dans laquelle se trouve le pays depuis la guerre civile ; mais les solutions mises

en œuvre par Rodolphe Gozegba et l'association A9 rejoignent les réflexions de nombreux urbanistes qui, face aux défis des changements climatiques en cours, s'interrogent sur les moyens de rendre les villes moins dépendantes des campagnes sur le plan alimentaire, en développant une véritable agriculture urbaine. Récemment, Rodolphe Gozegba a été invité par l'UEPAL pour présenter les premiers résultats obtenus par son association à Bangui.



Participants du projet « Nourris ta ville en 90 jours » réunis lors d'une distribution de matériel © A9

Comment est né le projet « Nourris ta ville en 90 jours » ?

Rodolphe Gozegba De Bombémbé : L'Association A9 est née du constat de différents problèmes qui gangrènent la vie sociale de la population centrafricaine. Je peux mentionner l'insécurité alimentaire, les effets du réchauffement climatique avec ses répercussions sur la santé, les conséquences de la crise intercommunautaire de 2013 qui

perdure, la non prise de conscience des problématiques écologiques, et j'en passe. Face à cette situation, il fallait agir urgemment. En tant que théologien ayant travaillé sur la théologie de Jürgen Moltmann qui place l'humain au centre de toute préoccupation, j'ai approché certains amis et nous avons créé A9. A9 pour les 9 Actions que nous allons entreprendre en Centrafrique.

L'action qui nous a semblé urgente était la promotion de l'agriculture urbaine et péri-urbaine autour du concept « nourris ta ville en 90 jours », car en janvier 2021, Bangui la capitale a été attaquée par des rebelles, les routes d'approvisionnement (Bangui Cameroun et Tchad) étaient coupées, à l'intérieur du pays, notamment dans le nord-est et ouest, les femmes et les hommes étaient empêchés d'aller aux champs. La situation sociale était devenue plus compliquée qu'avant, de nombreuses personnes n'arrivent même pas à prendre un repas correct par jour ; les enfants sont souvent malades car mal nourris, les familles peinent à subvenir à leurs besoins de première nécessité. Le pays a frôlé la famine. Les pauvres étaient encore plus pauvres ! Selon les données du HCR du 3 janvier 2021, 2,8 millions de Centrafricains, soit plus de la moitié de la population du pays (5 millions d'habitants), auraient besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

Et comme A9 a remarqué que la plupart des habitants avaient à leur disposition, à côté de leur habitat, un lopin de terre inexploité, leur a proposé de le mettre en culture. La population a bien accueilli le projet et a de suite manifesté sa volonté d'y adhérer. C'est ainsi que grâce aux dons des personnes de bonne foi nous avons pu donner à plus de 700 familles des kits comprenant une bêche, une houe, un arrosoir et des semences d'une valeur de 30,00 euros. Elles sont suivies et conseillées par l'équipe de A9. Dans cette dynamique, A9 prévoit de leur proposer divers événements tels des concours, des marchés organisés spécialement pour la vente

des récoltes en surplus, ceci pour dynamiser la motivation des adhérents.



*Distribution de matériel de jardinage par l'association A9 ©
A9*

Quels sont les premiers résultats ?

Rodolphe Gozegba De Bombémbé : Les familles bénéficiaires de nos kits ne cachent pas leur satisfaction, sont fières de nous montrer leurs récoltes. Certaines d'entre elles arrivent même à vendre leur surplus, se créant ainsi un revenu complémentaire. A9 est contente de voir que tous ses bénéficiaires apprécient de pouvoir cultiver leur propre jardin, mais sont aussi séduits par l'originalité de l'action de A9.

A9 ne propose pas de l'assistanat, mais une prise de conscience et une responsabilisation des bénéficiaires. A9 donne des outils, à eux de travailler, à eux de faire fructifier. A9 donne la possibilité de retrouver sa dignité

dans le travail. La RCA offre très très peu d'opportunités d'emploi, mais en cultivant leur lopin de terre, les familles peuvent vendre leur surplus et se créer une source de revenus.



Rodolphe Gozegba (à gauche sur la photo) au travail avec des membres de l'association A9 © A9

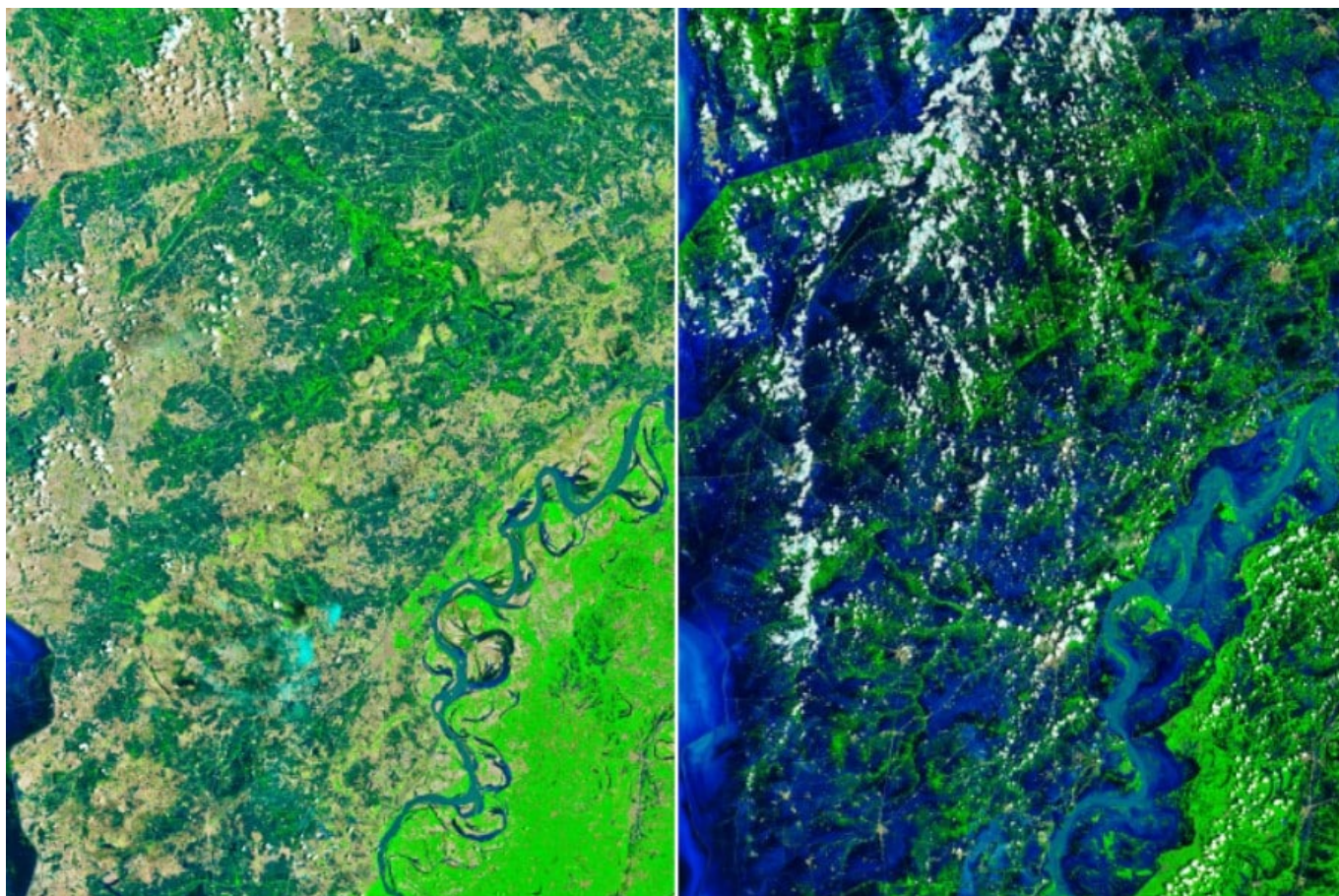
Quelles sont les suites envisagées ?

Rodolphe Gozegba De Bombémbé : Notons que le chemin est encore long et les défis sont nombreux. Au niveau national, il y a encore une longue liste d'attente de personnes prêtes à s'engager dans le jardin potager. Leur réel engagement nous poussent à continuer à nous battre pour eux. Nous avançons avec eux selon les fonds dont nous disposons. Au plan international, nous sommes sollicités par des personnes au Congo, au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, au Cap-Vert pour venir implanter le projet de A9. En fait, ces personnes pensent que A9 est une grosse machine, mais malheureusement nous n'avons pas les moyens déjà pour la Centrafrique. Mais, nous sommes quand même encouragés de voir que nos actions sont appréciées dans la sous-région (pays d'Afrique centrale) et même dans certains pays d'Afrique de l'Ouest. Cela nous laisse

à croire que les actions de A9 sont une des solutions aux problèmes de l'insécurité alimentaire sur le continent africain.

COP 27 : comment les Églises s'engagent

Alors que la 27ème Conférence des Parties s'est tenue en novembre en Égypte, événements climatiques extrêmes et rapports d'experts se conjuguent pour appeler les décideurs mondiaux à faire davantage pour sauvegarder les conditions de vie sur notre planète. Aux côtés des ONG et des militants pour l'environnement, les chrétiens s'engagent aussi. En France, le milieu des Églises protestantes témoigne d'une claire conscience des enjeux et des défis de la sauvegarde de la création. Un mouvement dans lequel s'inscrit pleinement le Défap.



Les inondations au Pakistan vues depuis l'espace : à gauche, photo satellite du 4 août 2022 ; à droite, photo satellite prise le 18 août montrant les zones inondées © Nasa

Le changement climatique n'est plus une menace lointaine : nous en avons désormais les effets tous les jours sous les yeux. Des effets redoutables, qui se traduisent par des destructions et des pertes de vies humaines touchant principalement les pays du Sud. C'est ce constat, fait dès l'ouverture de la COP 27 le dimanche 6 novembre 2022 à Charm el-Cheikh, en Égypte, qui a conduit ces pays à réclamer des dédommagements financiers. Cette question délicate des « pertes et dommages » a été officiellement ajoutée à l'ordre du jour lors de la cérémonie d'ouverture, alors qu'elle ne devait jusqu'alors faire l'objet que d'un « dialogue », prévu jusqu'en 2024.

L'image d'ouverture de cet article résume à elle seule cet enjeu : elle montre les effets des inondations catastrophiques qui ont frappé le Pakistan au cours des mois précédant cette

27ème Conférence des Parties, qui a regroupé les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Depuis la mi-juin 2022, le Pakistan a été touché par des pluies de mousson hors-normes qui ont provoqué les pires crues dans le pays en une décennie. Selon l'Autorité nationale de gestion des catastrophes du Pakistan, les inondations ont touché plus de 33 millions de personnes et détruit ou endommagé plus d'un million de maisons. Au moins 1100 personnes ont été tuées par les eaux qui ont submergé des dizaines de milliers de kilomètres carrés du pays.

Ce que l'on prévoit, ce que l'on observe

Mais ce n'est que l'un des événements les plus dramatiques d'une année 2022 qui a vu se multiplier les anomalies climatiques, comme les canicules répétées en Europe accompagnées d'incendies hors-normes, ou la sécheresse extrême qui frappe la Corne de l'Afrique. Un rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) publié à l'ouverture de la COP 27 constitue un nouveau signal d'alerte : si les projections pour cette année se confirment, les huit années de 2015 à 2022 seront les plus chaudes jamais enregistrées. Il vient s'ajouter au dernier rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), qui souligne que la fenêtre d'action pour limiter la hausse globale des températures est en train de se refermer. Les politiques publiques mises en œuvre par les États depuis la COP 26 – qui s'est tenue en 2021 à Glasgow, au Royaume-Uni – se traduisent aujourd'hui par une différence négligeable en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre jusqu'alors prévues pour 2030. Ce qui est très insuffisant pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique bien en-dessous de 2°C. Sans un changement majeur, la température moyenne du globe devrait augmenter de 2,8°C d'ici la fin du siècle. Et même si les engagements déjà pris au niveau international étaient effectivement tenus – ce qui est loin d'être le cas –

la hausse de température atteindrait entre 2,4 et 2,6 °C.

La fiabilité de ces prévisions est largement reconnue dans le milieu scientifique. Certes, il ne s'agit que de prévisions. Mais ce que l'on peut d'ores et déjà observer aujourd'hui va dans le même sens. Comme ce que montre cette animation :

Une Terre bleue, où des bouffées de chaleur apparaissent parfois en jaune ou rouge : une Terre qui, au fil du temps et des années, vire peu à peu à un bleu plus pâle, puis à une couleur dorée presque uniforme... Et bientôt, la couleur dominante vire au cuivre. Ce pourrait être un cauchemar de science-fiction. Ce n'est qu'une des multiples animations disponibles aujourd'hui et qui transcrivent sous forme de graphiques ou de mises en images frappantes les résultats d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa sur [sa page Youtube consacrée au climat](#), et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait présenter une vision catastrophiste d'un futur

lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Quand les Églises appellent à une « conversion » écologique

Alors que les conséquences des changements climatiques, mais aussi de la déforestation et de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les humanitaires s'y sont mis aussi. Les Églises se sont également saisies de la question, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Une préoccupation visible depuis longtemps au niveau international : dès 1983, la Déclaration œcuménique de Vancouver avait souligné les liens existant entre justice, paix et sauvegarde de la création. Au niveau français, à l'approche de la COP 27, le Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF) a diffusé une adresse œcuménique appelant le président Macron à « une vraie « conversion » écologique ». L'Église Protestante Unie de France avait pour sa part pris comme thème principal de son synode national en 2021 : « Écologie : quelle(s) conversions » ; et à l'issue de ses travaux, le Synode avait diffusé un texte constituant une prise de position publique à l'adresse non seulement de ses membres et des paroisses, mais aussi de la société dans son ensemble et des décideurs, appelant à des actions urgentes en faveur de la sauvegarde de la création.

Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une [commission Écologie et Justice climatique](#), présidée par [Martin Kopp](#). Le [Défi Michée](#) porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement [Chrétiens unis pour la terre](#), ou la démarche initiée par le label « [Église verte](#) » .

Au Défap, des préoccupations très concrètes

Sauvegarde de la création : comment le Défap s'implique (en vidéo)

Quand elles ne militent pas directement en faveur du climat, les Églises, notamment protestantes, manifestent aussi bien souvent, à travers leurs activités, leurs projets, des préoccupations fortes concernant la sauvegarde de la création. La conscience des gestes quotidiens ou des actions de solidarité à lancer pour aider à sauvegarder la création, ou pour plus de justice climatique, est bien présente à travers de multiples initiatives. Comme le soulignait en 2007 le sociologue Claude Dargent dans un article de La Croix (Ce que l'écologie française doit au protestantisme), « les protestants sont deux fois plus nombreux que les Français pris dans leur ensemble à être membres d'une association environnementale ou à être prêts à s'y engager ». Les mouvements écologistes français sont aussi redevables à l'héritage de grandes figures intellectuelles et militantes comme Jacques Ellul et Joseph Charbonneau.

Le Défap agit pour sa part dans le domaine de l'écologie comme il le fait pour beaucoup d'autres thématiques : en réseau, et d'une manière essentiellement concrète, la réflexion étant indissociable de l'action. Il faut ainsi souligner que le Défap est en lien, en réseau avec de nombreuses Églises du Sud (Afrique ou Océan Indien) ; et que dans ces pays, les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets... et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont déjà un problème majeur. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales. Ce sont quelques-uns de ces projets que vous avez pu découvrir sur notre site à l'occasion de la COP 27.

Journée du volontariat français 2022 : célébrer l'engagement

Chaque année, les Journées du volontariat français sont l'occasion de mettre en avant le rôle de celles et ceux qui s'engagent dans le volontariat international d'échange et de solidarité. Elles se déroulent tout au long du mois d'octobre dans les pays dans lesquels est présente France Volontaires, la plateforme française

des engagements volontaires et solidaires à l'international, dont fait partie le Défap. En France, le rendez-vous a eu lieu à Paris ce 12 octobre. Dans un message diffusé à l'occasion de cette Journée du Volontariat Français, le Président Emmanuel Macron a évoqué le « rôle fondamental » des volontaires.



La Journée du volontariat français à Paris, au Centre de conférence ministérielle © DCC

Octobre, c'est le mois des volontaires : tout au long du mois, des événements sont organisés pour mettre en valeur leur engagement dans les divers pays où est présente France Volontaires. Cette plateforme française du volontariat international d'échange et de solidarité a été créée en 2009 ; le Défap, seul organisme protestant agréé par l'État pour l'envoi de VSI, en fait partie. Cette année 2022 a été marquée par le retour à des événements en présentiel après la période de la crise sanitaire, et elle a été placée sous le thème : « De nouvelles ambitions pour le volontariat international ». En France, le rendez-vous a eu lieu à Paris ce 12 octobre, au

Centre de conférence ministérielle de 11h à 12h30, en présence de Chrysoula Zacharopoulou, Secrétaire d'État chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, de Jacques Godfrain, ancien ministre et président de France Volontaires, et de Yann Delaunay, Délégué Général de France Volontaires.

Le rôle du volontariat international au sein des sociétés civiles est aujourd'hui très largement reconnu. La manière dont les volontaires contribuent à un monde plus solidaire a été soulignée dès décembre 2014 par le Secrétaire général des Nations unies, qui dans son rapport de synthèse évoquait leur action comme « un levier puissant et transversal de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable ». En ce 12 octobre 2022, Chrysoula Zacharopoulou a rappelé que « les risques de fracture nord-sud sont bien réels » et que « le volontariat est plus indispensable que jamais ». Jacques Godfrain a répété pour sa part sa conviction en termes de réciprocité : il faut « que la jeunesse du sud vienne jouer le même rôle en France que nos jeunes. Le Nord a besoin du Sud. »

« La co-construction des projets, une spécificité et une fierté du volontariat français »

Dans un message diffusé à l'occasion de cette Journée du Volontariat Français, le Président Emmanuel Macron a évoqué le « rôle fondamental » des volontaires. « Les volontaires que vous êtes, a-t-il souligné, viennent là avec leurs expériences, leurs idéaux, leur force de conviction, leur enthousiasme pour les sujets qu'ils portent. Et c'est ça qui rend possible la co-construction des projets, qui est une spécificité et une fierté du volontariat français. Parce que, et c'est pour moi le plus important, le volontariat permet la réciprocité. Je suis en effet persuadé que les jeunes du Sénégal, de Tunisie, du Pérou, du Vietnam, du Vanuatu ont aussi beaucoup à apporter à la France et aux Français. »

Ailleurs dans le monde, les Journées du volontariat français continuent à se dérouler jusqu'à la fin du mois, organisés par les Espaces Volontariats de France Volontaires, avec des conférences et des tables-rondes, des salons, des rassemblement et des témoignages de volontaires. Ces JVF sont très souvent organisées à l'Institut français, l'Alliance française ou à l'Ambassade de France. Ce sont le Cambodge, l'Équateur et la Mauritanie qui ont ouvert les festivités dès le 1er du mois. Les Journées du volontariat français se clôtureront au Sénégal, le 20 octobre, au cours d'un évènement qui célébrera les 50 ans de France Volontaires dans le pays, et en Tunisie le 28 octobre. Avec des thématiques mises à l'honneur comme le rôle des volontaires dans la lutte contre le changement climatique, la réciprocité, et de manière générale leur action au quotidien en faveur d'un monde plus juste et plus solidaire.



La Journée du volontariat français au Cameroun © France Volontaires Cameroun

Des valeurs que le Défap porte aussi à travers ses envoyés et à travers sa participation à la plateforme France Volontaires. Le travail du Défap est un travail en réseau : qu'il ait lieu en France ou à l'étranger, il ne peut exister que grâce aux liens noués et entretenus avec de nombreux partenaires. Des Églises, tout d'abord, puisqu'entretenir des relations entre communautés protestantes au près comme au loin est la vocation première du Service protestant de mission ; un riche milieu associatif, ensuite, puisque ces relations ne peuvent exister sans que se développent des actions et des projets en commun – et que ces projets relèvent souvent de l'éducation, du développement ou de la santé ; les pouvoirs publics, enfin, qui fixent le cadre nécessaire à ces relations et ces partenariats, et définissent les statuts des personnes amenées à travailler à l'étranger.

Dans ce cadre, le Défap est un acteur à part entière de la solidarité internationale, à l'expertise reconnue, et membre de diverses plateformes au sein desquelles il travaille en commun avec des ONG dont les problématiques recoupent les siennes. Parmi ces plateformes, France Volontaires occupe une place majeure. Si elle existe sous sa forme actuelle depuis un peu plus d'une dizaine d'années, elle est en fait l'héritière directe de l'Association Française des volontaires du Progrès, qui avait été créée en 1963. Opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, reconnue comme un des acteurs de l'aide publique au développement de la France par la loi du 4 août 2021, elle réunit l'État, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion des engagements volontaires et solidaires à l'international. L'association met en place des formations, des accompagnements, pour aider les personnes désireuses de s'engager dans du volontariat international. Un réseau d'espaces volontariat dans de nombreux pays en Amérique Latine, Afrique et Asie accompagne sur le terrain les volontaires.



La Journée du volontariat français au Cambodge © France Volontaires Cambodge

Les plaies d'Haïti

Après la violence des gangs et la corruption, après les hausses de prix de l'essence annoncées par un gouvernement désespérément en quête d'autonomie financière, et les manifestations qui ont suivi ; après les pénuries, les blocages de dépôts de carburant, les écoles et les hôpitaux fermés, voici le choléra. Et Haïti appelle à une aide extérieure. Mais ce dont le pays a besoin avant tout, c'est d'un soutien pour garantir une véritable indépendance.



Une commerçante haïtienne dans sa boutique – © maxpixel.net

Les plaies d'Égypte étaient au nombre de dix. Celles d'Haïti sont bien plus nombreuses, non pas d'origine divine, mais essentiellement causées par les hommes. La dernière en date, le choléra, n'est elle-même qu'une conséquence d'un blocage de plus en plus dramatique de la société et des institutions. Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021, le pays n'a plus de chef d'État, mais un gouvernement intérimaire dirigé par le Premier ministre Ariel Henry. Dans les faits, la rue est aux gangs, bien plus nombreux et mieux armés que la police, et les luttes entre groupes armés exacerbent les crises existantes, telles que la malnutrition et le manque de biens de première nécessité. Plus d'un million de personnes dans la capitale souffrent de la faim, l'eau se fait de plus en plus rare et récemment, les pénuries de carburant ont contraint les hôpitaux à fermer. Les premiers cas de choléra confirmés ont été signalés dans les bidonvilles

de Cité Soleil et de Carrefour Feuilles – des zones contrôlées par les gangs et quasi-inaccessibles aux équipes médicales. Impuissant à rétablir un semblant d'ordre et de services essentiels, le gouvernement Henry a réclamé une aide internationale par une résolution prise en conseil des ministres le 6 octobre. Le 9, l'appel a été relayé par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Des hausses des prix des carburants de plus de 100%

À l'origine de l'aggravation actuelle de la crise haïtienne, il y a eu l'annonce, le 11 septembre par Ariel Henry, d'une hausse spectaculaire des prix du carburant. Il s'agissait pour le gouvernement de trouver des ressources financières qui lui font cruellement défaut, en mettant fin à des subventions aux produits pétroliers, en luttant contre le marché noir ; il s'agissait aussi de mieux contrôler les flux de marchandises qui bien souvent échappent aux droits de douane... Mais dans un contexte où beaucoup n'ont pas même assez pour se nourrir, l'annonce a dégénéré en manifestations et en violences, avec appels à la démission du Premier ministre – un mécontentement exploité et accru par les groupes armés, souvent soutenus par de puissants intérêts politiques et économiques hostiles à Ariel Henry : c'est ainsi qu'une puissante fédération de gangs connue sous le nom de G-9 a bloqué l'accès au terminal pétrolier de Varreux. Le blocus dure depuis un mois et les pénuries sont devenues catastrophiques. On ne trouve plus d'essence qu'au marché noir. Une situation assez similaire aux débuts de la crise qui avait lancé la contestation contre le président Jovenel Moïse : c'était en juillet 2018 et les manifestations avaient commencé après l'annonce d'une hausse de 40% du prix du carburant. Aujourd'hui, il s'agit d'une hausse de 100% ; et elle intervient après une hausse de 200% sur certains produits pétroliers comme le diesel en décembre dernier.

Les appels à une intervention internationale se sont

multipliés bien avant la résolution du gouvernement Henry. Le président américain Joe Biden a évoqué la situation haïtienne le 21 septembre à la tribune des Nations unies, à l'occasion de la 77ème assemblée générale. Mais qui se soucie de donner à Haïti les moyens de prendre son destin en main ? Les promesses internationales de soutien financier pour renforcer la police haïtienne n'ont pas été honorées par ceux qui les ont faites – à l'exception notable du Canada. Et Haïti souffre déjà trop de sa dépendance à l'extérieur. Ce pays autrefois riche de ses ressources naturelles doit aujourd'hui importer toutes ses denrées de base. La corruption a encouragé la destruction de la couverture végétale – ce qui favorise aujourd'hui les coulées de boue lors des cyclones. Les précédentes interventions internationales ont été entourées de scandales : comme la gabegie qui a suivi le séisme de 2010. Port-au-Prince aurait dû renaître de ses ruines plus belle, plus solide ; mais depuis 2010, seuls les bâtiments publics comme la Cour de cassation ou le Ministère du tourisme ont été rénovés dans le respect des normes antisismiques. Sur les près de 9 milliards d'euros d'aides qui ont été débloqués par la communauté internationale pour venir en aide à Haïti, la majeure partie a été détournée. Et au moment où le choléra fait de nouveau des victimes, comment oublier que la précédente épidémie avait été provoquée par les casques bleus de l'ONU, qui avaient déversé des eaux usées contaminées dans une rivière ? Ces mêmes casques bleus qui avaient été accusés d'abus sexuels systématiques envers la population haïtienne... Ce n'est pas pour rien que l'on surnomme parfois Haïti « la République des ONG » ; mais ces ONG n'y sont pas moins perçues avec méfiance.

Aider nos partenaires haïtiens à agir et à porter leur témoignage

Depuis longtemps, ce sont les Églises qui tentent de pallier les carences de l'État en matière d'action sociale, d'éducation, de protection de l'environnement : autant d'actions cruciales pour Haïti où la profonde crise que

traverse le pays frappe d'autant plus durement les plus fragiles. Et si Haïti est considérée comme « zone rouge » par le ministère français des Affaires étrangères, ce qui y limite les voyages aux seuls cas de nécessité absolue, c'est en soutenant ces institutions liées aux Églises qu'il est possible d'aider malgré tout. Les relations entre les protestantismes haïtien et français sont anciennes et solides. En témoigne l'existence de la Plateforme Haïti, mise en place par la Fédération protestante de France et dont la gestion administrative est assurée par le Défap, qui rassemble les acteurs du protestantisme français ayant des liens avec le protestantisme haïtien. Comme le soulignait il y a déjà plus d'un an le pasteur Philippe Verseils, « il faut aider nos partenaires haïtiens à survivre ». Il connaît bien à la fois Haïti et le Défap : il a travaillé une dizaine d'années au sein du Service Protestant de mission entre les années 90 et 2000, avant d'être envoyé du Défap en Haïti deux ans à partir de 2010.

Si les Églises seules ne peuvent résoudre les multiples plaies qui affligent Haïti, elles peuvent continuer à agir et à porter leur témoignage. C'était le sens de l'appel de Martin Luther King, dont on oublie souvent qu'il était un pasteur baptiste, lors de sa remise du prix Nobel de la paix, en 1964 : « Aujourd'hui, dans la nuit du monde et dans l'espérance, j'affirme ma foi dans l'avenir de l'humanité. Je refuse de croire que les circonstances actuelles rendent les hommes incapables de faire une terre meilleure. Je refuse de partager l'avis de ceux qui prétendent l'homme à ce point captif de la nuit, que l'aurore de la paix et de la fraternité ne pourra jamais devenir une réalité. Je crois que la vérité et l'amour, sans conditions, auront le dernier mot effectivement. La vie, même vaincue provisoirement, demeure toujours plus forte que la mort. Je crois fermement qu'il reste l'espoir d'un matin radieux, je crois que la bonté pacifique deviendra un jour la loi. Chaque homme pourra s'asseoir sous son figuier, dans sa vigne, et plus personne n'aura plus de raison d'avoir peur. »

Le Défap et la Plateforme Haïti

La Plateforme Haïti de la Fédération Protestante de France est actuellement présidée par le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)

Session retour 2022 : poursuivre l'engagement

Module symétrique de la formation des envoyés du Défap, la session retour permet aux volontaires revenus en France d'échanger sur ce qu'ils ont vécu, de partager leurs expériences sur leurs divers lieux de mission, et de mettre des mots sur une période de leur vie nécessairement décapante : on revient toujours changé d'un volontariat à l'international. Mais au-delà du besoin de « préparer l'atterrissage » et le retour dans un contexte, une famille et auprès de proches qui eux-mêmes auront nécessairement évolué durant leur séjour à l'étranger, il s'agit aussi de faire en sorte que cette période de la mission ne reste pas une parenthèse dans leur vie ; et de leur offrir les moyens de poursuivre

leur engagement. C'était tout l'enjeu de la session retour qui s'est déroulée le samedi 1er octobre.



Session retour 2022 : photo de groupe dans le jardin du Défap, au 102 boulevard Arago © Défap

Découverte de la mission et de ses défis, de son contexte et du pays ; relations avec les partenaires, moments de joie ou coups de blues, difficultés surmontées et périodes de doute : voilà tout ce que les envoyés du Défap ont l'occasion de partager lors des « sessions retour », des rendez-vous qui ont lieu chaque année lors du premier week-end d'octobre. Des moments charnières dans l'engagement des volontaires partis en mission avec le Défap, tout aussi importants que les périodes de formation avant l'envoi en mission qui ont lieu en juillet. Pour cette année 2022, cette « session retour » a eu lieu le samedi 1er octobre. Un temps de parole libre et d'écoute qui a été largement apprécié par les participants : le retour d'expérience entre pairs fait partie de la mission elle-même et permet de plus facilement l'intégrer dans un parcours de

vie.

L'expérience du volontariat à l'international agit toujours, pour celles et ceux qui la vivent, comme un révélateur. Elle met en lumière les forces et les faiblesses, les capacités d'adaptation, et toute personne qui est amenée à partir en mission en est nécessairement transformée : « les échanges, ça vous change ». D'où l'importance, dans un premier temps, de la préparation au départ : non seulement il s'agit d'une obligation légale pour le Défap, mais c'est aussi l'occasion de fournir une « boîte à outils » aux volontaires s'apprêtant à laisser derrière eux leurs familles, leurs amis et leurs habitudes, de manière à les préparer à vivre pour le temps de leur mission dans un contexte radicalement différent, où ils seront confrontés à des enjeux nouveaux. De manière symétrique, les « sessions retours », comme celle qui s'est tenue le 1er octobre permettent aux envoyés revenant de mission d'échanger sur ce qu'ils ont vécu, et représentent l'un des rares moments de leur mission durant lesquels les envoyés, dispersés durant des mois entre des pays éloignés, ont la possibilité de se retrouver ensemble et de partager une expérience commune. Cela peut aussi être une manière de « passer le flambeau » en laissant un témoignage aux futurs envoyés : les participants de cette « session retour » ont ainsi rédigé une lettre qui sera donnée aux participants à la formation au départ en juillet prochain ; une lettre reprenant leurs réflexions, leurs conseils, leurs suggestions, et faisant part de leur retour d'expérience.

Surmonter le « choc du retour » et préparer l'avenir

Il n'est pas question de revenir simplement prendre sa place dans son milieu social ou familial, dans ses études ou sa vie professionnelle : faute de quoi, le risque est grand de connaître un « choc du retour », rendant la réinstallation plus difficile que le départ lui-même. Un phénomène qui est de plus en plus pris en compte lors de séjours de longue durée, y

compris dans le cadre d'études : les Canadiens, pionniers en la matière, commencent à y préparer leurs étudiants. « Les voyageurs savent qu'une adaptation est nécessaire quand ils partent à l'étranger, et c'est ce dépaysement qu'ils recherchent. Cependant, plusieurs présument que le retour se fait facilement, alors que la réintégration demande aussi une période d'adaptation. Ce décalage entre les attentes au retour et la réalité peut provoquer un ensemble de symptômes qui font partie de ce qui est appelé le choc du retour », détaille ainsi l'Université québécoise Laval.



Quelques participants de la session retour 2022 : de gauche à droite, Lise Sacha et Brigitte © Défap

Ce qui est vrai pour des étudiants partant pour un échange entre universités l'est d'autant plus pour des volontaires partant pour une mission de solidarité internationale. Avec en outre des problématiques spécifiques de réintégration au retour de la mission : retrouver un logement, redémarrer un cursus d'études, trouver un emploi... Comme c'est souvent le cas, cette session 2022 a ainsi permis à la plupart des participants d'exprimer un besoin de réorientation de leur cursus d'études ou de leur vie professionnelle, car leur mission a induit de profonds changements dans leur manière de

se percevoir et dans le regard qu'ils et elles posent sur le monde.

Invitez un envoyé du Défap à témoigner

Vous êtes une paroisse en quête d'un témoin sur ce que vivent les envoyés du Défap lors de leur mission ? Un groupe intéressé à partir et en quête d'informations ? Mettez-vous en contact avec le Défap en envoyant un message à : animation@defap.fr

Ces « sessions retour » ne se substituent pas aux entretiens individuels qui sont organisés peu après le retour de chaque envoyé ; mais elles permettent de donner des clés. Comment valoriser cette période de volontariat ? Comment concilier projet individuel et collectif ? L'objectif étant, finalement, de permettre que cette expérience du volontariat ne se résume pas, pour celles et ceux qui l'ont vécue, à une parenthèse dans leur vie ; de trouver comment l'exprimer, en faire un atout.

Cette année ont ainsi été présentés plusieurs exemples d'engagement possible au sein des Églises membres du Défap ou d'associations proches de ces Églises, pour poursuivre en France, sous une autre forme, cette expérience du volontariat. Comme au sein de la Fondation John Bost, qui accompagne et soigne des personnes en situation de handicap psychique et/ou mental, de handicap physique ou de polyhandicap, ainsi que des personnes âgées dépendantes. Une institution qui ambitionne de « changer le regard de la société sur le handicap ». Dans un message envoyé à l'occasion de cette session retour, Emmanuelle Seyboldt, présidente du conseil national de l'Église protestante unie de France, l'une des trois Églises fondatrices du Défap, a pour sa part proposé aux envoyés revenus en France de « franchir la porte d'une paroisse », où les possibilités de s'investir sont nombreuses. Les

Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France ont également fourni des pistes d'engagement au sein de leur mouvement...

Et ces envoyés de retour peuvent aussi témoigner. Lors de cette session 2022, tous ont fait part de leur reconnaissance pour le soutien du Défap, pour l'ouverture sur le monde dont ils ont pu bénéficier. Ils ont également manifesté leur volonté de rester en contact et de trouver une manière de témoigner de leur engagement et de poursuivre la collaboration avec le Défap. **Tous se disent disponibles pour rencontrer les futurs volontaires et pour participer à des animations en paroisses, ou auprès de groupes qui envisagent de partir et se posent des questions...**

Centenaire de l'ACO : à la rencontre de deux grands témoins

À l'occasion des célébrations de son centenaire, l'ACO, organisme missionnaire proche du Défap, va faire venir entre fin septembre et début octobre, à Strasbourg d'abord, puis à Paris, des invités de divers pays représentatifs de la structure internationale qu'est aujourd'hui l'ACO-fellowship. Parmi eux, deux membres de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes du Proche-Orient : Talin Mardirossian, libanaise, assistante sociale à Bourj Hammoud, près de Beyrouth, et Hourì Moubahiajian, théologienne et catéchète en Syrie, épouse du pasteur Bchara Moussa Oghli de

l'Église du Christ à Alep.



*Aide scolaire au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud ©
ACO*

L'histoire de l'Action Chrétienne en Orient est faite de rencontres fortes, de relations d'amitié, de solidarité vécue dans les circonstances les plus difficiles. Elle trouve son origine dans l'action du pasteur alsacien Paul Berron, témoin direct des souffrances des Arméniens survivants du génocide turc. De là, des relations étroites nouées dès le début avec l'Église Évangélique Arménienne. Née au XIXe siècle à Constantinople au sein de l'Église Apostolique Arménienne, Église orthodoxe orientale autocéphale, elle se caractérisa dès l'origine par une volonté de retour au texte biblique, avec un accent particulier sur la doctrine du salut par la grâce en Jésus-Christ, et par des efforts de traduction de la Bible de l'arménien classique en langue moderne, afin de la rendre accessible au plus grand nombre. Un mouvement qui fut combattu par les autorités religieuses, au point qu'en 1846, tous les partisans de la réforme furent excommuniés par le

Patriarche de Constantinople. À la veille du génocide de 1915, l'Église Évangélique Arménienne comptait plus de 51.000 membres, de nombreuses églises, des écoles et des instituts de théologie. Quelques années après, en 1920, il n'en restait plus que 14.000, survivants du génocide. Ces réfugiés et exilés reconstituèrent alors des Églises dans leur pays d'accueil : en Syrie, au Liban, aux États-Unis... En France, l'ACO noua des liens forts avec ces communautés arméniennes protestantes expatriées et contribua à la création de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes de France. Et lorsque les missionnaires européens durent pour beaucoup quitter le Proche-Orient, c'est à l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient que l'ACO remit ses bâtiments d'Alep.

Ces relations que l'ACO s'emploie à entretenir seront prochainement incarnées par deux témoins. Il s'agit de deux femmes venues, l'une du Liban, l'autre de Syrie : Talin Mardirossian et Houry Moubahiajian.

Talin Mardirossian et le Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud



Au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud © ACO

Des adolescentes studieusement penchées sur leur table de travail, entre cartables et trousse : l'image que vous pouvez voir en ouverture de cet article pourrait évoquer une salle d'étude dans un collège en France. À ceci près qu'elle a été prise à Bourj Hammoud, dans la banlieue de Beyrouth ; et cette scène de vie ordinaire est déjà une victoire de la vie et de la solidarité.

Bourj Hammoud, avec ses 150.000 habitants, est en quelque sorte le « quartier arménien » de Beyrouth. C'est une banlieue qui s'est développée avec l'arrivée des premiers Arméniens survivants du génocide de 1915 ; c'était auparavant une zone de marécages. Les rescapés du génocide qui n'avaient pas disparu lors de la marche de la mort dans Deir ez-Zor ont d'abord obtenu le droit d'y construire des cabanes. Puis les cabanes sont devenues des maisons. Aujourd'hui, comme toute la capitale libanaise et ses banlieue, c'est devenu une zone urbaine densément construite et densément peuplée.

C'est à Bourj Hammoud que l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes du Proche-Orient soutient un centre d'action sociale, le « SAC » (Social Action Committee). Son rôle est crucial dans un quartier qui reste largement défavorisé, avec de nombreux besoins sur les plans sociaux, éducatifs et sanitaires. Et qui a vécu depuis plus de dix ans les contrecoups successifs des crises que connaît la région : l'arrivée de réfugiés syriens en 2011 ; la crise économique qui a fait plonger une grande partie de la population libanaise sous le seuil de pauvreté à partir de 2019 ; les conséquences de la pandémie de Covid-19 ; l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, qui a été comme le coup de grâce pour une société libanaise à bout de souffle... Aujourd'hui, les habitants de Bourj Hammoud, ce « quartier arménien » de Beyrouth, vivent pour beaucoup dans la plus grande précarité : personnes âgées sans retraite, familles sans ressources pour financer le quotidien et les soins de santé... Et le « SAC » apporte aide sociale, soutien financier pour les soins, aide au logement, aide éducative, accueil et soutien aux réfugiés syriens.

Le SAC est directement soutenu par l'ACO Fellowship pour ses actions de solidarité. Il fonctionne grâce à des bénévoles encadrés par deux assistantes sociales : Lena Danaoghlian, la directrice, et Talin Mardirossian.

C'est cette dernière qui pourra témoigner, à Strasbourg d'abord, puis à Paris, de ce qui se vit au quotidien au Centre d'Action Sociale de Bourj Hammoud. Le « SAC » a été un des bénéficiaires des collectes spéciales menées par l'ACO après l'explosion du port de Beyrouth. Son action est également reconnue par la Fondation du Protestantisme.

Houri Moubahiajian et l'Église du Christ à Alep



Un quartier détruit par la guerre à Alep © ACO

Houri Moubahiajian est syrienne, professeure de religion à Alep. Elle est l'épouse du pasteur Bchara Moussa Oghli de l'Église du Christ, paroisse protestante arménienne d'Alep, en Syrie. Il faut savoir que cette Église est en fait directement issue du centre missionnaire de l'Action Chrétienne en Orient, qui avait été créé pour apporter un soutien tout à la fois matériel et spirituel aux Arméniens rescapés du génocide de 1915 et qui venaient s'entasser par milliers dans des camps misérables aux portes d'Alep.

Malgré la guerre civile, le pasteur Bchara Moussa Oghli a poursuivi son ministère sur place. Et en pleine guerre, l'Église du Christ a choisi de continuer à assumer son rôle d'Église, en dépit des risques encourus par tous. Avec une volonté de confiance, un amour du prochain et une spontanéité qui s'opposaient aux mécaniques de la division et de la guerre qui étaient à l'œuvre à travers la Syrie. Comme l'écrivait en

mai dernier le pasteur Bchara Moussa Oghli : « D'habitude, quand les choses se passent bien dans tel ou tel domaine et après qu'une analyse et une planification ont été faites en amont, le mérite en revient à ceux qui ont fait cette analyse et cette planification. C'est tout à fait vrai dans le cas du Génocide de 1915. Le Génocide a été catastrophiquement bien planifié, brutalement exécuté et douloureusement efficace.

Quant à une société missionnaire comme l'Action Chrétienne, venue en Orient pour aider les survivants de ce Génocide, qui pourrait revendiquer un quelconque crédit pour une planification préalable ? Ce n'était dans les rêves de personne de la mission, pas seulement dans ses premiers pas, mais aussi dans les étapes précédant la vie missionnaire. Au contraire, la plupart du temps, il s'agissait de réactions spontanées de personnes engagées qui, dans des circonstances exceptionnelles, avaient pour seul but de laisser : « ... l'amour chrétien et la charité... intervenir pour soigner quelque peu les blessures. »

On pourrait en dire autant de l'agression de la Syrie à la mi-mars 2011, près d'un siècle après le Génocide. Car cette agression avait aussi été catastrophiquement bien planifiée, brutalement exécutée et douloureusement efficace. Quant à l'Église du Christ à Alep, elle a réagi de façon candide et a résisté au travers des gens qui la servaient lorsque cette agression écrasante s'est installée, ils ne comptaient que sur Dieu. Il était absolument vital que l'Église du Christ à Alep n'ait aucune stratégie ou programme à long terme et puisse s'engager pleinement dans ses ministères quotidiens habituels. »

Le programme des rencontres

Talin Mardirossian et Hourì Moubahiajian seront reçues par l'ACO fin septembre à Strasbourg pour prendre part à diverses rencontres : participation à un culte mission à Schillersdorf (consistoire de Pfaffenhoffen), visite du service de l'enseignement religieux et de la catéchèse, découverte de la

SEMIS, de la Médiathèque Protestante, visites à Strasbourg, Colmar et autres lieux... Cet échange est réalisé dans le cadre de l'ACO Fellowship, la structure internationale de l'Action Chrétienne en Orient, et fait suite à un premier voyage qui avait vu l'accueil de la pasteure Petra Magne de la Croix et de M. Éric Faure au Liban et en Syrie en 2019. Taline et Hourï rejoindront ensuite les nombreux délégués qui viendront à Strasbourg, puis à Paris, pour les rencontres du Centenaire de l'ACO.

Mananjary : huit mois pour une renaissance

En février dernier, la ville de Mananjary, sur la côte sud-est de Madagascar, était ravagée par un cyclone. Les destructions n'avaient pas épargné le Catja ni le centre Akany Fanantenana, deux centres accueillant des enfants abandonnés. En ce mois de septembre, huit mois après la catastrophe, les centres fonctionnent de nouveau, les principales réparations ont pu être faites, et les enfants ont pu faire leur rentrée. Une renaissance rendue possible par une solidarité du protestantisme français qui ne s'est pas démentie, et par un partenariat inédit entre plusieurs organismes protestants, notamment la fondation La Cause, le Défap, et ADRA.

À Madagascar, les élèves font leur rentrée en plein hiver austral. Mais à la même date que les élèves de France : dans la première semaine de septembre. À Mananjary, les traces du cyclone qui avait détruit la ville à plus de 80% au début du

mois de février n'ont pas été entièrement effacées ; la rentrée des classes s'est faite sous des toits de tôle... mais elle a bien eu lieu. Il a fallu pour cela huit mois d'efforts ; et en ce qui concerne les petits pensionnaires des centres accueillant des enfants abandonnés, il a fallu aussi un soutien exceptionnel, venu en grande partie du protestantisme français.



Vue des réparations sur le toit du bâtiment de la direction du Catja © ADRA

Ces abandons sont nombreux et concernent surtout des fratries, dans cette partie de l'île qui connaît encore le tabou des jumeaux, le « fady kambana ». Il existe deux centres pour les accueillir. Le Catja, « Centre d'accueil et de transit des jumeaux abandonnés », fondé en 1987 par Auguste Simintramana, un chrétien étranger à ce territoire, sur une terre marécageuse et inhospitalière, elle-même soumise à un tabou.

Et le centre Akany Fanantenana, fondé par un pasteur de la FJKM, l'Église réformée malgache, et par son épouse : Élia Rozy et son épouse Émilienne. Depuis l'origine, les liens entre ces centres et les protestants de France sont étroits. Les deux centres sont soutenus par la fondation La Cause ; les enfants recueillis, et qui n'ont aucun avenir à Mananjary, sont confiés à l'adoption internationale ; beaucoup des jumeaux abandonnés ont ainsi été adoptés par le biais de La Cause par des familles françaises. Ainsi au Catja, entre 1987 et 2006, sur 420 enfants adoptés, 300 l'ont été par des couples français. Il existe d'ailleurs une association, « Les amis du Catja », qui regroupe des familles françaises ayant adopté dans ce centre. Et si le Défap ne participe pas directement à ce soutien, les liens avec La Cause sont nombreux, de nombreuses missions communes associent des représentants du Défap et de La Cause à Madagascar ; et à Mananjary même, le pasteur Élia Rozy montre avec fierté aux visiteurs son livre d'or où figurent les signatures d'envoyés ou de permanents du Défap.



Pose d'une nouvelle charpente au Catja © ADRA

Quand le cyclone Batsirai s'est abattu sur Mananjary le 5 février 2022, les dégâts ont été colossaux. Non seulement sur les bâtiments, mais aussi sur les cultures, les élevages – tout un fragile écosystème nécessaire pour assurer le quotidien. Pour aider à reconstruire, il a fallu grouper les forces. Véronique Goy, du service Enfance de La Cause, a assuré le rôle de cheville ouvrière de ce grand chantier, auquel se sont associés divers organismes, notamment du milieu protestant. Il fallait assurer l'approvisionnement des centres privés de denrées vitales ; évaluer les dégâts et chiffrer les réparations ; prévoir un calendrier de reconstruction avec, en ligne de mire, la rentrée de septembre. Sur place, les ingénieurs d'ADRA, agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire, se sont chargés des travaux d'expertise. Estimation des besoins de financement : 50.000 euros. Le Défap, La Cause, les Amis du Catja ont lancé des appels aux

dons. La course contre la montre a commencé.



Réfection

*du plancher et de la toiture dans le logement des enfants du
Catja © ADRA*

Pour le Défap, c'était là un projet sortant de l'ordinaire : ses actions se développent généralement sur des années, à partir de projets co-construits avec ses partenaires (Églises ou institutions liées à des Églises) et concernent plutôt l'éducation, le développement rural ou la santé. Le Défap n'est pas spécialisé dans l'humanitaire d'urgence. Mais l'appel à la solidarité a été entendu. Les 50.000 euros nécessaires ont pu être réunis par les divers partenaires ; le Défap a contribué à hauteur de 11.500 euros, grâce notamment à l'engagement des paroisses de l'UEPAL. Pour permettre aux enfants du Catja et du centre Akany Fanantenana de retrouver des conditions de vie normale, il a fallu non seulement remettre des tôles sur les toitures, mais aussi, bien souvent, refaire des charpentes, vérifier la solidité de murs fragilisés par le cyclone et qui n'auraient peut-être pas supporté une réfection de toiture, refaire l'intérieur de bâtiments ravagés : les photos qui accompagnent cet article, et qui proviennent des ingénieurs d'ADRA sur place, donnent une idée de l'ampleur de la tâche.



Mise en place d'une dalle de béton sur un bâtiment du Catja © ADRA

Et au bout de huit mois, le pari a été gagné : les enfants de Mananjary ont pu faire leur rentrée... dans des conditions presque normales.

Cent ans d'espérance : de l'ACO à l'ACO-Fellowship

1922-2022 : voilà un siècle que l'Action Chrétienne en

Orient construit des ponts entre les Églises protestantes de France et du Proche-Orient. À l'occasion des célébrations organisées en ce mois d'octobre à Strasbourg et Paris, petit retour sur l'histoire de cette œuvre missionnaire créée par un pasteur alsacien témoin du génocide arménien, Paul Berron.



Les guerres ne détruisent pas seulement les vies et les villes ; elles ravagent les mémoires. Elles effacent les patrimoines, les cultures. Elles redessinent les contours de l'histoire des peuples. Parler de Syrie aujourd'hui, c'est évoquer un pays exsangue où la guerre est tout sauf finie ; parler du Liban, c'est évoquer la chute vertigineuse de toute une société, emportée dans une crise sans fin... Dans tous ces pays, les chrétiens, minoritaires, sont parmi les communautés les plus fragiles, les plus exposées. Que l'on regarde à l'est de la Méditerranée et les chrétiens semblent être, soit oubliés, soit confinés au rôle de victimes. On finirait par oublier que c'est précisément là que le christianisme est né ; que

quittant le berceau de Jérusalem, il a atteint aussitôt la Syrie. C'est sur la route de Damas que Paul fut aveuglé par la révélation de Christ... Le christianisme s'est ainsi diffusé dans tout le Proche-Orient : en Égypte, au Liban, en Jordanie, en Irak.

Et si les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, ils représentent encore aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister. Et au sein de cette minorité, les Églises protestantes, avec lesquelles l'Action Chrétienne en Orient (ACO) est en lien, représentent elles-mêmes un tout petit nombre. « Pour autant, souligne l'ACO, les Églises protestantes que nous soutenons au Moyen-Orient rayonnent par leur témoignage vécu au nom de l'Évangile, par leurs œuvres éducatives et sociales, par leurs convictions pacifiques et critiques, par leur souci des relations œcuméniques entre Églises, par leur dialogue avec l'Islam et les minorités religieuses de la région. »

1922 – 2022 : d'une ère de crises à l'autre

Étrangement, c'est donc dans un contexte bien proche de celui qui existait lors de sa création, en 1922, qu'est célébré en cette année 2022 le centième anniversaire de l'ACO. Comme en 1922, le Proche-Orient est en ébullition, victime de crises conjuguant guerres civiles, bouleversements politiques et pandémie de Covid-19. Les réfugiés de Syrie, déjà indésirables en Europe, sont de plus en plus mal accueillis au Liban, en Turquie et en Jordanie.



Syrie : la renaissance de la paroisse de Kharaba © ACO

Il est vrai que depuis son origine, l'Action Chrétienne en Orient est marquée par l'aide d'urgence. À sa création, elle avait pour but de secourir les populations arméniennes victimes des exactions turques. Son fondateur, le pasteur Paul Berron, décrit dans « Souvenirs des jours sombres » (L'Harmattan) ce qu'il a vu et vécu à partir de 1916 au contact de ces réfugiés, tout en dénonçant la « politique d'extermination » alors mise en œuvre par les autorités turques. Alsacien, donc citoyen allemand avant la Première Guerre mondiale, il avait été envoyé comme aumônier en Syrie et dans la région pour établir et superviser des foyers du soldat. La guerre finie et l'Alsace réintégrée à la France, ce même pasteur Berron, devenu de fait citoyen français, put ainsi passer outre l'interdiction qui frappait les œuvres missionnaires allemandes et créa l'Action Chrétienne en Orient.

Elle vit officiellement le jour le 6 décembre 1922, lors d'une Assemblée Générale fondatrice qui réunissait 23 membres des Églises protestantes d'Alsace. L'ACO à peine née envoya

aussitôt ses premières missionnaires, Hedwige Büll et Alice Humber-Droz, à Alep pour apporter une aide humanitaire, mais aussi spirituelle aux Arméniens survivants du génocide et réfugiés dans de vastes camps aux portes de la ville, dans cette Syrie que la Société des Nations avait confiée à la France pour la mener à l'indépendance. L'appel à l'aide d'un évangéliste arménien relayé par le premier bulletin de l'ACO donne une idée de l'ampleur de la crise humanitaire dans ces camps : « 300 familles viennent d'arriver. Il ne leur reste presque plus rien après leur long voyage. Alep et la campagne syrienne voient le spectacle émouvant de ces pauvres gens qui affluent. Nous sommes submergés de travail. » Rapidement, d'autres missionnaires rejoignirent les deux envoyées de l'ACO, qui embaucha aussi des collaborateurs locaux. Et en France même, l'ACO fut bientôt sollicitée pour venir en aide aux Arméniens réfugiés, particulièrement nombreux à Marseille et regroupés aussi dans des camps. D'où des relations tissées avec les communautés évangéliques arméniennes, qui devaient durer des années.

Le choc de la Deuxième Guerre mondiale et de la décolonisation

En 1939, l'ACO gérait ainsi douze missionnaires au Proche-Orient et finançait onze postes en France. Grâce aux paroisses protestantes alsaciennes, mais aussi grâce à des comités néerlandais et suisses, l'ACO a rapidement étendu son œuvre et touché aussi bien les personnes de culture arménienne que de langue arabe et assyrienne, en Syrie mais également au Liban puis plus tard en Iran. En conjuguant toujours action humanitaire et témoignage de l'Évangile.



Méconnu, mais actif : le synode d'Iran regroupe les différentes communautés issues de la mission presbytérienne, avec plusieurs paroisses à Téhéran, ainsi que dans plusieurs villes du Nord-Ouest comme Ourmia © Albert Huber pour l'ACO

La Deuxième Guerre mondiale, puis la décolonisation devaient marquer un changement d'ère et forcer l'ACO à s'adapter. De nombreux missionnaires durent quitter la région. L'ACO poursuivit le financement de son centre à Alep et des paroisses en Mésopotamie. Les bâtiments d'Alep furent remis entre les mains de l'Union des Églises Évangéliques Arméniennes au Proche-Orient. Les propriétés immobilières des Églises Assyriennes et Arabes en Mésopotamie furent inscrites au nom du Synode Arabe. Les missionnaires de l'ACO étaient désormais surtout présents au Liban.

Autant de changements qui annonçaient une mue plus profonde. Mais l'ACO y était préparée : à la différence de la plupart des organisations missionnaires de l'époque, l'ACO n'était pas une mission nationale, mais son organisation, ses fonds, ses partisans, les membres de son conseil d'administration et ses

missionnaires provenaient de divers pays européens. Si elle était née en France, au sein des Églises protestantes alsaciennes, d'autres pays y étaient actifs comme la Suisse et les Pays-Bas ; et des soutiens et des missionnaires provenaient d'Estonie, d'Allemagne, du Royaume-Uni... Il fallut toutefois attendre 1995 pour que la mue se concrétise, et que l'ACO devienne une organisation internationale, s'inspirant en cela de l'exemple de la Cevaa (communauté d'Églises en mission, issue, comme le Défap, de la Société des Missions Évangéliques de Paris). L'ACO devint ainsi l'ACO-Fellowship, une Communion d'Églises et d'organismes missionnaires.

Aujourd'hui, grâce à de nombreux partenariats, l'ACO soutient des projets très variés dans les domaines de l'éducation, du social, de la santé, de la solidarité en contexte de crise, de la résolution des conflits, de la formation théologique, de la vie d'Église au sein de communautés locales. Et parmi ces partenariats, il y a le Défap. Au cours des dernières années, l'ACO a eu l'occasion de collaborer de manière quasi quotidienne avec le Service Protestant de Mission, notamment pour l'envoi de volontaires, au Liban, en Égypte...



Soutien à des migrants chrétiens aux Pays-Bas avec l'organisme

Centenaire de l'ACO : le programme des célébrations

Rencontres à Strasbourg et Paris en présence d'invités de l'ACO-fellowship venus de différents pays, exposition itinérante et en ligne, publication d'un cycle de conférences : voici ce qu'a préparé pour célébrer son centenaire l'Action Chrétienne en Orient, l'un des proches partenaires du Défap spécialisé dans les relations avec les communautés chrétiennes de pays comme le Liban, l'Iran, l'Irak ou la Syrie. Ce mois d'octobre sera marqué par une série d'événements, en attendant un camp de jeunes international prévu pour l'été 2023, et une rencontre du Centenaire à Alep en octobre 2023.



Mathieu Busch, directeur de l'ACO, lors d'une animation missionnaire dans une paroisse de l'UEPAL © ACO

1) Octobre 2022 : les événements du Centenaire à Strasbourg et Paris

Des délégations des membres de l'ACO viendront de différents pays : Liban, Syrie, Iran, Égypte, Suisse, Pays-Bas, États-Unis.

Des Églises, institutions et organismes missionnaires protestants français seront représentés.

La rencontre est conçue comme un temps de partage avec le plus grand nombre (les interventions en anglais seront traduites).

A) Programme à Strasbourg

Entrée libre à tous les événements.

Samedi 1er octobre en l'église du Temple Neuf (place du Temple Neuf, centre de Strasbourg) :

- 14h-14h45 Ouverture officielle

- 15-16h15 Choix entre deux tables rondes :
 - « Espérer en temps de crise » avec Hadi Ghanous, pasteur au Liban et en Syrie
 - « L'Eglise d'Iran en exil » avec Hendrik Shanazarian, pasteur exilé aux Etats-Unis
- 16h30-17h45 Choix entre deux tables rondes :
 - « Le travail humanitaire des Eglises du Proche-Orient » avec Wilbert van Saane, professeur de théologie à Beyrouth
 - « L'impact des crises du Proche-Orient sur la situation des femmes » avec Mona Kiwan, médecin-épidémiologiste pour les Nations Unies
- 20h30-21h30 Concert au Temple Neuf : « Entre Orient et Occident » (entrée libre, plateau à la sortie)

Dimanche 2 Octobre à 10h : Culte du Centenaire en l'église protestante St-Pierre-le-Jeune (place St-Pierre-le-Jeune, centre de Strasbourg)

B) Programme à Paris

La délégation internationale rencontrera différents acteurs du protestantisme : Fédération Protestante de France, Défap, Institut Protestant de Théologie... L'ACO Fellowship tiendra également son assemblée générale. Deux moments sont proposés à tout public :

1) Une table-ronde le jeudi 6 octobre, à 19h30, à la paroisse de l'Oratoire du Louvre (EPUDF) :

Cette rencontre est organisée en collaboration avec le journal Réforme et a pour titre : « **Rencontre avec deux pasteurs témoins des crises du Proche-Orient** ». En présence de Salam Hanna, pasteur à Lattaquié en Syrie, et de Sebouh Terzian, directeur du CAHL (maison de retraite et de soins) à Bourj Hammoud, près de Beyrouth au Liban.

2) Dimanche 9 octobre, 11h, culte national de l'UEEAF (Union des Eglises Evangéliques Arméniennes de France) à Issy-les-

Moulineaux

Culte en présence de la délégation de l'ACO, en l'église évangélique arménienne d'Issy-les-Moulineaux, 28 avenue Bourgain.

2) L'exposition du Centenaire « Mémoires d'Espérance »

L'exposition a pour objectif de faire découvrir l'histoire, l'originalité et l'actualité de l'Action Chrétienne en Orient. Elle existe sous plusieurs formats :

9 • Nos projets aujourd'hui

Nos projets aujourd'hui

Une trentaine de projets sont soutenus chaque année par l'Action Chrétienne en Orient. Ils s'inscrivent tous dans des partenariats construits dans la durée et établis sur des relations de confiance nourries par des visites sur le terrain et des échanges réguliers.



Conférence internationale des partenaires du Synode Arabe pour les actions de solidarité en Syrie



Une part importante des projets est naturellement portée dans le cadre de l'ACO Fellowship où la collaboration sur un pied d'égalité entre les six partenaires permet de soutenir ensemble l'essentiel des actions menées en Syrie, au Liban et en Iran.

Ce sont les partenaires orientaux qui présentent les projets et les mettent en œuvre sur le terrain.

Pasteurs libanais et syriens



Un aperçu de la version en ligne de l'exposition © ACO

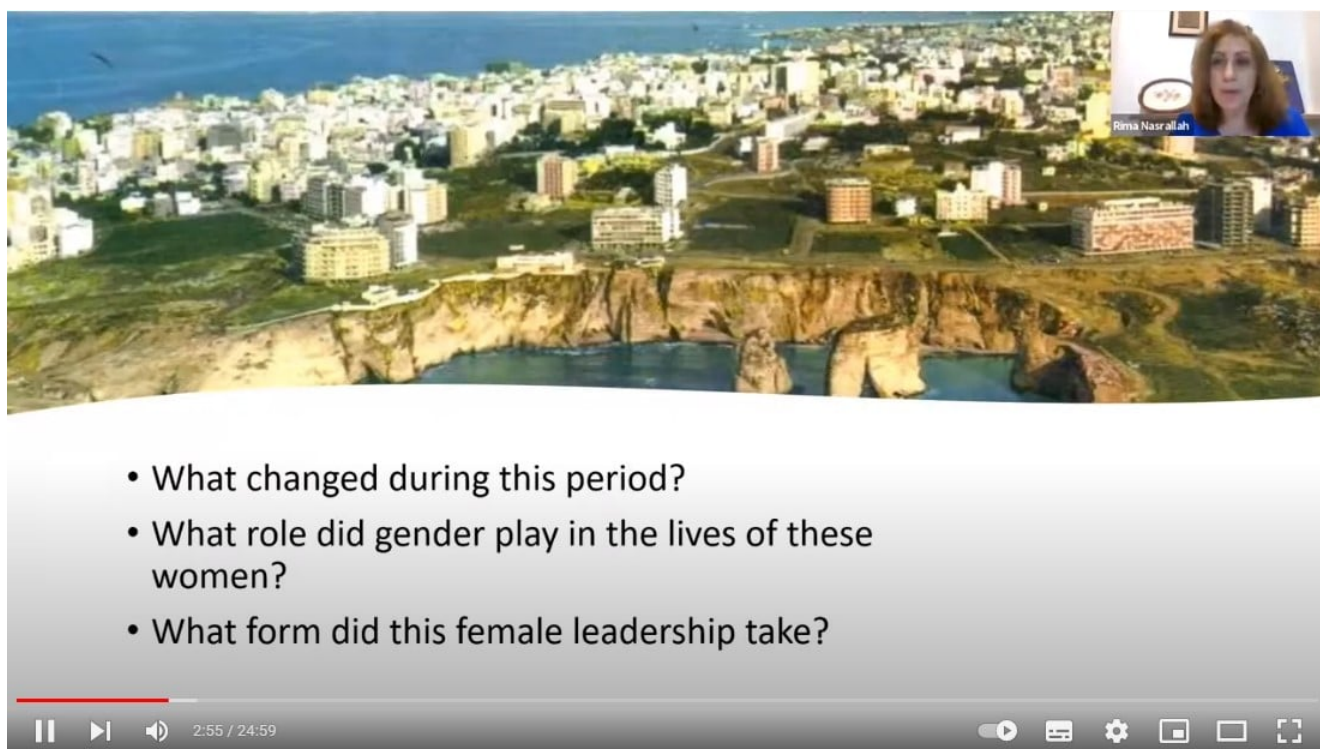
1) 12 panneaux « roll-up » (2 mètres de hauteur, 1 mètre de largeur). Elle est empruntable en paroisse ou dans des lieux d'Eglise et peut servir d'outil d'animation missionnaire.

L'exposition se trouve au siège de l'ACO à Strasbourg et ne

peut être transportée qu'à l'aide d'un véhicule (pas d'envoi par la poste). Elle est généralement utilisée en Alsace et en Moselle. N'hésitez pas à contacter le secrétariat de l'ACO pour toute demande.

2) L'exposition est disponible également en ligne sur le site de l'ACO, en 11 chapitres : [rendez-vous sur cette page](#). Elle existe aussi en anglais : [ACO Centenary Exhibition in English here !](#)

3) Les conférences organisées par l'Université Haigazian de Beyrouth, les 28 et 29 janvier 2021.



Un aperçu des enregistrements des conférences disponibles en ligne © ACO

Les conférences ont porté sur les missions européennes et les Eglises protestantes au Moyen-Orient au XXème siècle. Elles ont été délivrées en visioconférence et en anglais. Vous pouvez les revoir [en allant sur la page suivante](#). La revue *Transformation* ([Oxford Centre for Mission Studies](#)) a [publié ces contributions en 2022](#).

4) Un camp de jeunes international est prévu pour l'été 2023.

Ce camp pour jeunes adultes réunira des libanais, syriens, iraniens, suisses, néerlandais et français.

5) Une rencontre du Centenaire à Alep en octobre 2023 : en préparation !